

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE  
Conseil départemental – réunion du 17 mai 2021  
VII- Commission des finances et de l'évaluation  
Rapport du Président

Objet : 5 – Être un département exemplaire, responsable et transparent dans la gestion des ressources

5.7 – Finances, information et conseil

Budget principal du département de Maine-et-Loire

Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2020

Budget supplémentaire de l'exercice 2021 - Synthèse

En mai 2021, après plus d'une année de mobilisation contre l'épidémie de coronavirus, l'incertitude demeure grande quant à l'évolution de la situation, aussi bien du point de vue sanitaire, économique que social. Dans ce contexte, le département, échelon incontournable de proximité, est plus que jamais légitime et nécessaire pour mettre en œuvre les solidarités humaines et territoriales. Le projet de budget supplémentaire 2021 qui vous est présenté traduit, de cette façon, la poursuite des missions de notre collectivité et de nos ambitions, en faveur des habitants et du territoire de Maine-et-Loire.

Parallèlement aux mesures mises en place pour faire face aux conséquences immédiates de la crise dès 2020 et en 2021, le Département participe par ailleurs au plan national France relance : le budget supplémentaire qui vous est présenté traduit de cette façon les engagements pris dans ce sens.

Un rapport distinct vous présente le compte administratif de l'exercice 2020. Il convient tout d'abord de procéder à l'affectation de son résultat de fonctionnement dans le cadre du vote du budget supplémentaire de 2021 où doivent être, par ailleurs, reportés les résultats et les restes à réaliser de l'exercice 2020.

Cette première décision modificative de l'exercice permet par ailleurs d'ajuster les prévisions de ressources initialement arrêtées au budget primitif que nous avons adopté le 16 février dernier.

Le budget supplémentaire 2021, soumis à votre approbation, est détaillé en annexe suivant l'instruction budgétaire des départements M52.

## **1. L'AFFECTION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2020**

Le rapport présentant le **compte administratif 2020** indique que sa section de fonctionnement présente un résultat excédentaire de **72,33 M€**, dont le calcul vous est rappelé ci-dessous.

Calcul du résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 :

Recettes réelles réalisées hors produits de cessions	702 846 159,54 €
Produits de cessions d'immobilisations	653 569,98 €
Dépenses réelles réalisées	- 633 668 781,78 €
Recettes d'ordre réalisées	9 961 244,78 €
Dépenses d'ordre réalisées	- 41 492 740,31 €
<b>Résultat propre de l'exercice 2020</b>	<b>38 299 452,21 €</b>
Part du résultat de 2019 reportée	33 346 990,19 €
<b>Résultat cumulé de la section de fonctionnement à fin 2020</b>	<b>71 646 442,40 €</b>
Intégration du résultat de fonctionnement du Sadar	681 338,70 €
<b>Résultat de clôture de la section de fonctionnement à fin 2020</b>	<b>72 327 781,10 €</b>

Par ailleurs, le compte administratif 2020 présente, en section d'investissement, un résultat de - 7,02 M€, et après prise en compte des restes à réaliser à reporter sur le budget 2021, un besoin de financement de - 18,49 M€, suivant le calcul rappelé ci-après.

Calcul du besoin de financement résultant des réalisations et des restes à réaliser en section d'investissement à fin 2020 :

Recettes réelles réalisées	102 406 418,71 €
Dépenses réelles réalisées	- 150 259 149,38 €
Recettes d'ordre réalisées	44 931 958,70 €
Dépenses d'ordre réalisées	- 13 400 463,17 €
Part du résultat de fonctionnement de 2019 affectée à l'investissement	37 752 975,25 €
Solde d'exécution reporté de l'exercice 2019	- 28 699 319,56 €
<b>Solde d'exécution de la section d'investissement à fin 2020</b>	<b>- 7 267 579,45 €</b>
Intégration du résultat d'investissement du Sadar	247 788,46 €
<b>Résultat de clôture de la section d'investissement à fin 2020</b>	<b>- 7 019 790,99 €</b>
Restes à réaliser de recettes d'investissement 2020	2 331 331,47 €
Restes à réaliser de dépenses d'investissement 2020	- 13 797 222,47 €
<b>Besoin de financement de l'exercice 2020</b>	<b>- 18 485 681,99 €</b>

Il est tout à fait habituel que la section d'investissement présente, en fin d'exercice, un besoin de

financement.

En effet, le prélèvement complémentaire sur les recettes de fonctionnement prévu au budget pour financer l'investissement en complément des dotations aux amortissements, est, selon les règles budgétaires, purement prévisionnel et ne doit pas être réalisé sur l'exercice. Il s'ensuit la constatation d'un besoin de financement apparaissant en section d'investissement en fin d'exercice ; ce besoin de financement est à reporter sur le budget de l'exercice suivant.

À la place du prélèvement prévisionnel sur les recettes de fonctionnement, c'est une affectation à l'investissement d'une partie du résultat excédentaire de la section de fonctionnement qui doit être réalisée, pour le montant du besoin de financement résultant, non pas des prévisions, mais des réalisations. Cette affectation génère ainsi une recette en section d'investissement du budget de l'exercice suivant pour faire face au besoin de financement reporté.

**Une partie de l'excédent de fonctionnement doit donc obligatoirement être affectée à l'investissement à hauteur de 18,49 M€ et la part du résultat de fonctionnement à reporter en section de fonctionnement se limite par conséquent à 53,84 M€.**

Calcul de la part du résultat de 2020 à reporter en section de fonctionnement :

Résultat cumulé de l'exercice 2020	72 327 781,10 €
Part du résultat à affecter au financement de l'investissement	- 18 485 681,99 €
<b>Part du résultat à reporter en section de fonctionnement</b>	<b>53 842 099,11 €</b>

Puis, la part du résultat à reporter en section de fonctionnement doit, en priorité, financer les restes à réaliser de la section de fonctionnement de 2020 à reporter sur 2021 dont la charge atteint 8,56 M€ ; ceux-ci laissent, par conséquent, un résultat net de 45,29 M€ totalement disponible pour financer des mesures nouvelles dans le cadre du budget supplémentaire/décision modificative n° 1 de 2021, comme indiqué ci-après.

Calcul de l'excédent net de 2020 disponible :

<b>Part du résultat à reporter en section de fonctionnement</b>	<b>53 842 099,11 €</b>
Restes à réaliser de recettes de fonctionnement 2020 à reporter	12 700,00 €
Restes à réaliser de dépenses de fonctionnement 2020 à reporter	- 8 568 421,76 €
<b>Résultat net de 2020 disponible</b>	<b>- 45 286 377,35 €</b>

## **2. L'AJUSTEMENT DES RESSOURCES NOTIFIÉES AU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE/ DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2021**

Le tableau ci-après présente les diverses révisions à opérer sur nos prévisions de ressources de 2021 à augmenter de 1,10 M€ :

En euros	Inscriptions au budget primitif 2021	Montants pour 2021	Inscriptions au budget supplémentaire 2021
Dotation globale de fonctionnement	94 348 364	93 954 901	- 393 463
Fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nationale	177 175 392	178 114 144	+ 938 752
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	44 803 264	45 042 515	+ 239 251
CVAE exonérée de droit en 2020 et compensée en 2021	17 593 €	17 598 €	+ 5
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)	1 160 000	1 257 634	+ 97 634
Dotation pour perte de compensations de fiscalité directe locale	4 219 375	4 235 537	+ 16 162
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	4 917 828	5 122 392	+ 204 564
<b>TOTAL</b>	<b>326 641 816</b>	<b>327 744 721</b>	<b>+ 1 102 905</b>

Des précisions vous sont apportées à ce sujet ci-après.

## 2.1. La dotation globale de fonctionnement (DGF)

Dans le cadre du budget primitif 2021, nous avons prévu que la DGF de notre collectivité passerait de 94 200 324 € à 94 348 364 € en progressant de 148 040 € à la suite d'une augmentation de la population de 2 000 habitants.

Se limitant à **93 954 901 €**, la DGF notifiée pour 2021 diminue, en fait, de 245 423 € (- 0,26 %) sous l'effet des deux causes suivantes :

- une augmentation de la population de 2 721 habitants augmentant la dotation forfaitaire de 201 408 € ;
- une réduction de la dotation de compensation de 446 831 € en raison de la recentralisation de la lutte contre la tuberculose.

Les trois composantes de la DGF évoluent par conséquent ainsi : la dotation forfaitaire passe de 57,52 M€ en 2020 à 57,72 M€ en 2021, la dotation de compensation se réduit de 21,52 M€ à 21,07 M€ et la dotation de péréquation urbaine reste inchangée à 15,16 M€.

Au final, **notre prévision de DGF pour 2021 est à réduire de 0,39 M€.**

## 2.2. Fraction de taxe sur la valeur ajoutée

L'article 16 de la loi de finances pour 2019 a réformé la fiscalité directe locale. A compter de 2021, la part départementale de la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) est transférée au bloc communal. La perte de cette ressource est compensée par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée nationale qui, en 2021, correspond au produit 2020 de la TFPB majoré de la moyenne des rôles supplémentaires de 2018, 2019 et 2020. Cette ressource a été notifiée à hauteur de **178,11 M€**, un montant qui est supérieur de 0,22 % (0,39 M€) au produit final et aux allocations compensatrices de TFPB de 2020 (177,72 M€).

La prévision inscrite au budget primitif 2021 pour 177,18 M€ est, en conséquence, à majorer de **0,94 M€** au budget supplémentaire.

### **2.3. La Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**

La ressource de CVAE notifiée pour 2021 atteint **45,04 M€**, un montant en hausse de 1,67 M€ par rapport à la ressource 2020 (43,37 M€), et supérieur de **0,24 M€** à l'estimation provisoire reçue des services de l'État au dernier trimestre 2020 et que nous avons inscrite à notre budget primitif 2021.

L'État versera, en outre, cette année, à notre collectivité, une compensation de 17 598 € au titre de la CVAE exonérée de droit en 2020.

### **2.4. Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer)**

La notification reçue de l'État nous indique que le produit de l'Ifer qui sera reversé au Département en 2021, à hauteur de **1,26 M€**, sera supérieur de **0,10 M€** à la prévision inscrite au budget primitif 2021.

### **2.5. La dotation pour perte de compensations de fiscalité directe locale**

La loi de finances pour 2010 a institué une dotation qui se substitue aux allocations compensatrices supprimées par la réforme de la taxe professionnelle.

La loi de finances pour 2021 a prévu une minoration de cette dotation, répartie en fonction des recettes de fonctionnement de l'exercice 2019.

La dotation notifiée à hauteur de **4,24 M€** diminue de 4,86 % par rapport à la dotation 2020 de 4,41 M€.

Elle est supérieure de **0,02 M€** à la prévision de 4,22 M€ inscrite au budget primitif sur la base de l'hypothèse d'une baisse de 5 % de cette dotation en 2021.

### **2.6. La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle**

La loi de finances pour 2010 a institué une dotation à la charge de l'État compensant les pertes de recettes liées à la réforme de la taxe professionnelle.

La loi de finances pour 2021 a prévu une minoration de cette dotation, répartie en fonction des recettes de fonctionnement de l'exercice 2019.

La dotation notifiée à hauteur de **5,12 M€** diminue de 1,06 % par rapport à la dotation 2020 de 5,18 M€.

Elle est supérieure de **0,20 M€** à la prévision de 4,92 M€ inscrite au budget primitif sur la base de l'hypothèse d'une baisse de 5 % de cette dotation en 2021.

## **3. L'AUGMENTATION DE LA PRÉVISION DE DROITS DE MUTATION**

Le produit des DMTO s'est élevé à 97,23 M€ en 2018, à 115,82 M€ en 2019 et 119,84 M€ en 2020. Nous avons inscrit une prévision de 105 M€ au budget primitif 2021. Au cours des quatre premiers mois de l'année, les encaissements ont atteint 43,66 M€ représentant une moyenne mensuelle de 11 M€ (après 10 M€ sur 2020). Ces réalisations nous incitent à majorer notre prévision, tout en prenant en compte l'éventualité d'un ralentissement de l'activité du marché immobilier d'ici la fin de l'année. Dans ce contexte favorable mais potentiellement incertain, je vous propose d'augmenter notre prévision de 7 M€ dans le cadre de ce budget supplémentaire pour la porter à 112 M€.

Il restera possible de réviser à nouveau cette prévision, dans le cadre des décisions modificatives ultérieures, en fonction des encaissements qui auront entre-temps été constatés, et des perspectives qui se dessineront pour la fin de l'année.

## **4. LA RÉVISION DE NOS DOTATIONS BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DE NOS POLITIQUES DÉPARTEMENTALES AU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE/DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2021**

Pour chacune des compétences de notre projet départemental, le tableau ci-après présente l'augmentation ou la réduction de charge résultant de la révision des dotations budgétaires en faveur de nos politiques départementales, à réaliser dans le cadre du budget supplémentaire 2021 :

		charge budgétaire en augmentation ou en diminution (en €)
Compétence 1	Action sociale	- 7 246
Compétence 2	Éducation, sport	+ 769 650
Compétence 3	Développement équitable des territoires	+ 1 841 031
Compétence 4	Environnement	+ 751 200
Compétence 5	Ressources humaines	+ 251 050
	Gestion immobilière	+ 536 265
	Logistique et systèmes d'information	+ 112 300
	Finances départementales	+ 1 163 417,24
	Assemblée	+ 14 225
	Responsabilité sociétale	+ 220 000
	<b>Total</b>	<b>5 651 892,24</b>

Ces propositions se traduisent, au total, par une charge budgétaire nette de **5,65 M€**.

En matière d'engagements pluriannuels, notre séance pour le vote du budget supplémentaire est, comme chaque année, l'occasion de procéder à des annulations d'Autorisations de programme (AP) ou d'Autorisations d'engagement (AE) correspondant à des opérations terminées ou abandonnées ; un rapport vous propose des annulations d'AP pour 4,66 M€ en dépenses et 0,66 M€ en recettes, et des annulations d'AE pour 1,75 M€ en dépenses et 0,002 M€ en recettes.

Par ailleurs, les divers rapports relatifs à nos politiques départementales vous proposent le vote de nouvelles AP pour 5,12 M€ en dépenses et 1,41 M€ en recettes, et de nouvelles AE pour 0,66 M€ en dépenses.

Au final, les AP sont augmentées de 0,45 M€ en dépenses et de 0,75 M€ en recettes. Les AE se réduisent de 1,09 M€ en dépenses et de 0,002 M€ en recettes.

L'excédent net à fin 2020 de 45,29 M€, les augmentations de prévisions de recettes, pour 1,10 M€ au titre des ressources notifiées et pour 7 M€ au titre des droits de mutation, et les dépenses nettes complémentaires de 5,65 M€ laissent des ressources disponibles à hauteur de 47,74 M€ ; celles-ci permettent de :

- réduire de 40 M€ la prévision d'emprunt ayant été inscrite pour 60 M€ au budget primitif,
- abonder de 7,74 M€ les crédits pour dépenses imprévues inscrits pour 1,04 M€ au budget primitif.

## 5. UNE AUGMENTATION DES CRÉDITS POUR DÉPENSES IMPRÉVUES POUR 7,74 M€

Nous avons inscrit au budget primitif 2021 des crédits pour dépenses imprévues à hauteur de 1 039 854 € dont 500 000 € en section d'investissement et 539 854 € en section de fonctionnement.

Les évolutions de l'épidémie et de la conjoncture générale sur le reste de l'année ainsi que le niveau final de certaines ressources (droits de mutation, fonds de péréquation, ...) demeurant incertains, je vous propose d'abonder les crédits pour dépenses imprévues pour **7,74 M€** dont :

- **1,50 M€** en section d'investissement où le crédit pour dépenses imprévues serait porté de **0,50 M€** à **2,00 M€**.
- **6,24 M€** en section de fonctionnement où le crédit pour dépenses imprévues serait porté de **0,54 M€** à **6,78 M€**.

**Afin de financer les décisions modificatives ultérieures de cet exercice budgétaire, les crédits pour dépenses imprévues atteindront par conséquent, un montant total de 8,78 M€ à l'issue de ce budget supplémentaire.**

## **6. L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE PAR UNE RÉDUCTION DE 40 M€ APPLIQUÉE A LA PRÉVISION D'EMPRUNT S'EN TROUVANT RAMENÉE DE 60 A 20 M€**

Le budget primitif 2021 comportait une prévision d'emprunt de 60 M€ supérieure de 26,50 M€ à la prévision d'annuité de dette en capital à rembourser de 33,50 M€.

A l'issue de la prise en compte de :

- l'excédent net disponible à fin 2020 pour 45,29 M€ ;
- de l'augmentation de nos prévisions de recettes : pour 1,10 M€ au titre des ressources notifiées par l'État et pour 7 M€ au titre des DMTO ;
- de l'augmentation des dépenses nettes relatives à nos politiques départementales pour 5,65 M€ ;
- et de l'augmentation des crédits pour dépenses imprévues pour 7,74 M€ ;

une réduction de la prévision d'emprunt de 40 M€, la ramenant de 60 à 20 M€, assure l'équilibre du budget supplémentaire/décision modificative n° 1.

La réalisation de la prévision d'emprunt de 20 M€ et le remboursement de l'annuité de dette en capital de 33,50 M€ se traduiraient par un désendettement de la collectivité pour 13,50 M€ qui ramènerait la dette départementale à 357,01 M€ fin 2021, comme récapitulé ci-après :

	Dépense d'annuité de dette en capital	Recette de nouveaux emprunts	Évolution de la dette prévue	Dette à fin 2020	Dette à fin 2021
BP 2021	33,50 M€	60,00 M€	+ 26,50 M€	370,51 M€	397,01 M€
BS 2021		- 40,00 M€	- 40,00 M€		
<b>BP + BS 2021</b>	<b>33,50 M€</b>	<b>20,00 M€</b>	<b>- 13,50 M€</b>	<b>370,51 M€</b>	<b>357,01 M€</b>

Cette prévision d'emprunt pourra toutefois être révisée dans le cadre des décisions modificatives ultérieures en fonction de l'évolution du contexte général et de ses effets sur nos dépenses et ressources.

Les inscriptions proposées au titre des ressources globalisées sont détaillées en annexe 1 et le projet de budget supplémentaire, en opérations réelles, est récapitulé, suivant les actions et mesures du projet départemental, en annexe 2.

**En conclusion, je vous demande de bien vouloir :**

- **affecter une partie du résultat de fonctionnement de l'exercice 2020, au compte 10-01-1068 "excédents de fonctionnement capitalisés", pour 18 485 681,99 € en couverture du besoin de financement présenté par la section d'investissement de l'exercice 2020 ;**
- **reporter en section de fonctionnement du budget supplémentaire de 2021 le solde du résultat cumulé excédentaire de la section de fonctionnement de l'exercice 2020, soit 53 842 099,11 € ;**
- **approuver les inscriptions budgétaires présentées en annexe 1 ;**
- **voter la réduction de 40 000 000 € de la prévision d'emprunt inscrite, en recettes, au compte 16-01-1641, la ramenant de 60 000 000 € à 20 000 000 € ;**
- **voter l'augmentation de 1 500 000 € du crédit pour dépenses imprévues inscrit en section d'investissement au compte 020, le portant de 500 000 € à 2 000 000 € ;**
- **voter l'augmentation de 6 237 390,11 € du crédit pour dépenses imprévues inscrit en section de fonctionnement au compte 022, le portant de 539 854 € à 6 777 244,11 € ;**
- **voter le budget supplémentaire/décision modificative n° 1 de l'exercice 2021, par nature, pour des montants équilibrés, en dépenses et en recettes, à hauteur de 43 748 896,57 € en opérations réelles, et à hauteur de 45 863 218,24 € en opérations d'ordre, en précisant que le vote budgétaire est effectué par chapitre en sections de fonctionnement et d'investissement.**

Il vous appartient d'en délibérer.

**Christian GILLET**



**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET INSCRIPTIONS DE CRÉDITS****COMPÉTENCE 5 – ÊTRE UN DÉPARTEMENT EXEMPLAIRE, RESPONSABLE ET TRANSPARENT DANS LA GESTION DES RESSOURCES****Thème 5.7 : Finances, information et conseil**

COMPTES	OBJET	AP		INVESTISSEMENT				FONCTIONNEMENT	
				CP SUR AP		CP HORS AP (crédits ordinaires)		DÉPENSES	RECETTES
		DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES		
	<b>Gérer Les ressources globalisées</b>								
	<b>Dotation globale de fonctionnement</b>								<b>- 393 463</b>
74-01-7411	Dotation forfaitaire								53 368
74-01-74123	Dotation de compensation								- 446 831
	<b>Fiscalité et compensations</b>								<b>1 496 368</b>
73-01-73811	Fraction de TVA compensatoire de la TFPB								938 752
731-01-73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)								239 251
731-01-73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux								97 634
74-01-74832	D.C.R.T.P.								204 564
74-01-74833	État – compensation au titre de la C.E.T. (CVAE et CFE)								5
74-01-74835	État- Dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale								16 162
	<b>Droits de mutation</b>								<b>7 000 000</b>
73-01-7321	Taxe départementale de publicité foncière et droits d'enregistrement (DMTO)								7 000 000
	<b>TOTAL</b>								<b>8 102 905</b>

PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE DE 2021 EN OPERATIONS REELLES

ANNEXE 2

en euros

	AP		INVESTISSEMENT		Charge en section d'investissement	AE		FONCTIONNEMENT		Charge en section de fonctionnement	CHARGE
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES		
Résultats 2020 reportés			7 019 790,99	18 485 681,99	-11 465 891,00				53 842 099,11	-53 842 099,11	-65 307 990,11
Restes à réaliser 2020 reportés			13 797 222,47	2 331 331,47	11 465 891,00			8 568 421,76	12 700,00	8 555 721,76	20 021 612,76
<b>sous-total</b>			<b>20 817 013,46</b>	<b>20 817 013,46</b>				<b>8 568 421,76</b>	<b>53 854 799,11</b>	<b>-45 286 377,35</b>	<b>-45 286 377,35</b>
<b>COMPETENCE 1</b>			<b>65 000,00</b>		<b>65 000,00</b>	<b>-1 750 255,44</b>	<b>-2 022,70</b>	<b>161 274,00</b>	<b>233 520,00</b>	<b>-72 246,00</b>	<b>-7 246,00</b>
<b>Autonomie</b>								<b>135 000,00</b>	<b>358 520,00</b>	<b>-223 520,00</b>	<b>-223 520,00</b>
Gérer les prestations PA								75 000,00	358 520,00	-283 520,00	-283 520,00
Hébergement établissement PA								75 000,00	358 520,00	-283 520,00	-283 520,00
Piloter actions, animer coop.								60 000,00		60 000,00	60 000,00
Convention avec la CNSA								60 000,00		60 000,00	60 000,00
Assurer dépenses des enfants								75 274,00		75 274,00	75 274,00
Autres frais divers								75 274,00		75 274,00	75 274,00
<b>Insertion et lutte précarité</b>						<b>-1 739 217,67</b>	<b>-2 021,93</b>				
Gérer RSA, parcours insertion						-1 739 217,67	-2 021,93				
Offre insertion départ.(AE/CP)						-1 739 217,67	-2 021,93				
<b>Accès et maintien au logement</b>						<b>-11 037,77</b>	<b>-0,77</b>	<b>-49 000,00</b>	<b>-125 000,00</b>	<b>76 000,00</b>	<b>76 000,00</b>
Favoriser maintien au logement						-11 037,77	-0,77	-49 000,00	-125 000,00	76 000,00	76 000,00
Actions insertion log. héberg.								9 000,00		9 000,00	9 000,00
Insertion logt hébergé (AE/CP)							-0,77				
Aide au logement des jeunes								-58 000,00	-125 000,00	67 000,00	67 000,00
Accompagnement gens du voyage (AE/CP)						-11 037,77					
<b>Action sociale territoriale</b>			<b>65 000,00</b>		<b>65 000,00</b>						<b>65 000,00</b>
Développer des partenariats			65 000,00		65 000,00						65 000,00
Aides les investiss. des partenaires (CO)			65 000,00		65 000,00						65 000,00
<b>COMPETENCE 2</b>	<b>439 097,00</b>	<b>322 762,00</b>	<b>643 000,00</b>	<b>120 320,00</b>	<b>522 680,00</b>			<b>246 970,00</b>		<b>246 970,00</b>	<b>769 650,00</b>
<b>Collèges</b>	<b>439 097,00</b>	<b>322 762,00</b>	<b>643 000,00</b>	<b>120 320,00</b>	<b>522 680,00</b>			<b>176 970,00</b>		<b>176 970,00</b>	<b>699 650,00</b>
Moderniser collèges publics	480 000,00	322 762,00	153 000,00	120 320,00	32 680,00						32 680,00
Plan pluriannuel d'invest. (CP)	480 000,00	322 762,00		120 320,00	-120 320,00						-120 320,00
Trvx programmés annualisés(CO)			153 000,00		153 000,00						153 000,00
Pérenniser collèges publics			30 000,00		30 000,00			55 470,00		55 470,00	85 470,00
Dépenses de logistique								20 000,00		20 000,00	20 000,00
Contrats de maintenance								5 000,00		5 000,00	5 000,00
Contrats d'énergie								30 470,00		30 470,00	30 470,00
Equipes territorialisées (CO)			30 000,00		30 000,00						30 000,00
Soutenir les collèges publics								60 500,00		60 500,00	60 500,00
Équipement des collèges								17 000,00		17 000,00	17 000,00
Restauration collective								43 500,00		43 500,00	43 500,00
Soutenir les collèges privés	-300 000,00		100 000,00		100 000,00			37 000,00		37 000,00	137 000,00



	AP		INVESTISSEMENT		Charge en section d'investissement	AE		FONCTIONNEMENT		Charge en section de fonctionnement	CHARGE
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES		
Equipements publics (CP)	-22 004,60										
Equipements privés (CP)	-4 760,83										
Santé/Matériaux 07-13 (CP)	-61 315,60										
Valoriser le végétal en Anjou	604 000,00		-352 000,00		-352 000,00	656 000,00		194 600,00		194 600,00	-157 400,00
GIP Terra Botanica (CP)	604 000,00		-352 000,00		-352 000,00						-352 000,00
GIP Terra Botanica								196 000,00		196 000,00	196 000,00
GIP Terra Botanica (AECP)						656 000,00					
<b>Tourisme</b>	<b>-100 000,00</b>	<b>-35 728,00</b>	<b>-100 000,00</b>		<b>-100 000,00</b>			<b>55 000,00</b>	<b>18 156,00</b>	<b>36 844,00</b>	<b>-63 156,00</b>
Développer les itinérances	-100 000,00	-35 728,00	-100 000,00		-100 000,00						-100 000,00
Vélo tourisme travaux ENS (CP)	-100 000,00		-100 000,00		-100 000,00						-100 000,00
Schéma signal.touristique (CP)		-35 728,00									
Assurer promotion de l'Anjou								55 000,00	18 156,00	36 844,00	36 844,00
Comité tourisme								55 000,00	18 156,00	36 844,00	36 844,00
<b>Culture et patrimoine</b>	<b>-35 440,00</b>		<b>-10 698,00</b>		<b>-10 698,00</b>			<b>-16 715,00</b>		<b>-16 715,00</b>	<b>-27 413,00</b>
Dév. politique culturelle								3 285,00		3 285,00	3 285,00
CADC								3 285,00		3 285,00	3 285,00
Sauvegarde du patrimoine	-35 440,00		-10 698,00		-10 698,00			-20 000,00		-20 000,00	-30 698,00
Pôle archéologie								-20 000,00		-20 000,00	-20 000,00
Rest. patrim. non protégé (CP)	-27 910,00		-9 160,00		-9 160,00						-9 160,00
Aider les musées conventionnés	-7 530,00		-1 538,00		-1 538,00						-1 538,00
<b>COMPETENCE 4</b>	<b>1 882 569,94</b>	<b>86 299,88</b>	<b>721 000,00</b>	<b>86 300,00</b>	<b>634 700,00</b>			<b>116 500,00</b>		<b>116 500,00</b>	<b>751 200,00</b>
<b>Agriculture</b>	<b>-4 657,36</b>	<b>-0,12</b>	<b>1 000,00</b>		<b>1 000,00</b>						<b>1 000,00</b>
Fédérer les filières	-4 657,36	-0,12	1 000,00		1 000,00						1 000,00
Filière agricole (CP)	-4 657,36	-0,12									
Filière agricole (CO)			1 000,00		1 000,00						1 000,00
<b>Eau et rivières</b>	<b>734 686,20</b>	<b>86 300,00</b>	<b>820 000,00</b>	<b>86 300,00</b>	<b>733 700,00</b>			<b>15 000,00</b>		<b>15 000,00</b>	<b>748 700,00</b>
Valoriser domaine fluvial dép.	760 000,00	86 300,00	820 000,00	86 300,00	733 700,00						733 700,00
Travaux sur cours d'eau ENS (CP)	100 000,00		250 000,00		250 000,00						250 000,00
Programme BVA ENS (CP)	660 000,00	86 300,00	520 000,00	86 300,00	433 700,00						433 700,00
Restauration de berges ENS (CP)			50 000,00		50 000,00						50 000,00
Préserver ressource en eau								15 000,00		15 000,00	15 000,00
Cours d'eau et zones hum. ENS								15 000,00		15 000,00	15 000,00
Aménager cours d'eau	-25 313,80										
Aides contre inondations (CP)	-25 313,80										
<b>ENS et biodiversité</b>	<b>1 152 541,10</b>		<b>-100 000,00</b>		<b>-100 000,00</b>			<b>101 500,00</b>		<b>101 500,00</b>	<b>1 500,00</b>
Protéger les ENS	1 152 541,10		-100 000,00		-100 000,00			101 500,00		101 500,00	1 500,00
Travaux et aides communes ENS (CP)	1 102 541,10										
Travaux et aides communes ENS (CO)			-160 000,00		-160 000,00						-160 000,00
Actions de sensibilisation ENS								1 500,00		1 500,00	1 500,00
Acquis. petit matériel ENS (CO)			30 000,00		30 000,00						30 000,00
Etudes animation promot. ENS								100 000,00		100 000,00	100 000,00
Etudes animation promot. ENS (CP)	50 000,00		30 000,00		30 000,00						30 000,00

	AP		INVESTISSEMENT		Charge en section d'investissement	AE		FONCTIONNEMENT		Charge en section de fonctionnement	CHARGE
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES		
<b>COMPETENCE 5</b>	<b>385 000,00</b>		<b>3 411 536,24</b>	<b>-39 670 000,00</b>	<b>43 081 536,24</b>			<b>6 971 994,11</b>	<b>8 121 788,00</b>	<b>-1 149 793,89</b>	<b>41 931 742,35</b>
<b>Ressources humaines</b>								<b>261 250,00</b>	<b>10 200,00</b>	<b>251 050,00</b>	<b>251 050,00</b>
Mobiliser les compétences								261 250,00	10 200,00	251 050,00	251 050,00
Personnel non titulaire								219 400,00		219 400,00	219 400,00
Personnel vacataire								3 415,00		3 415,00	3 415,00
Charges liées aux salaires								33 435,00	10 200,00	23 235,00	23 235,00
Autres charges								10 000,00		10 000,00	10 000,00
Frais de mission								-5 000,00		-5 000,00	-5 000,00
<b>Gestion immobilière</b>	<b>385 000,00</b>		<b>471 000,00</b>		<b>471 000,00</b>			<b>65 265,00</b>		<b>65 265,00</b>	<b>536 265,00</b>
Adapter, moderniser pat. immob	385 000,00		453 000,00		453 000,00						453 000,00
Site Saint-Aubin (CO)			9 000,00		9 000,00						9 000,00
Progr. éco-responsabilité (CP)	385 000,00		18 000,00		18 000,00						18 000,00
Trvx programmés annualisés (CO)			426 000,00		426 000,00						426 000,00
Assurer fonct. bâtiments								31 700,00		31 700,00	31 700,00
Fluides et combustibles								31 700,00		31 700,00	31 700,00
Assurer équip. fonct. services			18 000,00		18 000,00			33 565,00		33 565,00	51 565,00
Autre matériel (CO)			18 000,00		18 000,00						18 000,00
Location matériel et mobilier								33 565,00		33 565,00	33 565,00
<b>Logistique</b>								<b>65 000,00</b>		<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>
Doter en fournit. et services								65 000,00		65 000,00	65 000,00
Fournitures petit équipement								65 000,00		65 000,00	65 000,00
<b>Systèmes d'information</b>			<b>70 000,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>40 000,00</b>			<b>7 300,00</b>		<b>7 300,00</b>	<b>47 300,00</b>
Développer le numérique ADN			70 000,00	30 000,00	40 000,00			7 300,00		7 300,00	47 300,00
Frais et produits divers								7 300,00		7 300,00	7 300,00
Acq. licences et log. (CO)			70 000,00	30 000,00	40 000,00						40 000,00
<b>Finances, information, conseil</b>			<b>2 858 536,24</b>	<b>-39 700 000,00</b>	<b>42 558 536,24</b>			<b>6 350 954,11</b>	<b>8 111 588,00</b>	<b>-1 760 633,89</b>	<b>40 797 902,35</b>
Gérer ressources globalisées									8 102 905,00	-8 102 905,00	-8 102 905,00
DGF									-393 463,00	393 463,00	393 463,00
Fiscalité et compensations									1 496 368,00	-1 496 368,00	-1 496 368,00
DMTO									7 000 000,00	-7 000 000,00	-7 000 000,00
Gérer la dette départementale				-40 000 000,00	40 000 000,00			20,00	8 683,00	-8 663,00	39 991 337,00
Amortissement du capital (CO)				-40 000 000,00	40 000 000,00						40 000 000,00
Prov. garanties emprunt								20,00	8 683,00	-8 663,00	-8 663,00
Assurer opérations compt.			2 858 536,24	300 000,00	2 558 536,24			6 350 934,11		6 350 934,11	8 909 470,35
Admissions en non-valeur								105 844,00		105 844,00	105 844,00
Frais et produits financiers								7 700,00		7 700,00	7 700,00
Opérations except. (CO)			1 358 536,24	300 000,00	1 058 536,24						1 058 536,24
Dépenses imprévues								6 237 390,11		6 237 390,11	6 237 390,11
Dépenses imprévues (CO)			1 500 000,00		1 500 000,00						1 500 000,00
<b>Assemblée</b>								<b>14 225,00</b>		<b>14 225,00</b>	<b>14 225,00</b>
Assurer gestion statutaire								13 000,00		13 000,00	13 000,00

	AP		INVESTISSEMENT		Charge en section d'investissement	AE		FONCTIONNEMENT		Charge en section de fonctionnement	CHARGE
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES		
Formation des élus								13 000,00		13 000,00	13 000,00
Participer à des réseaux								1 225,00		1 225,00	1 225,00
Autres organismes								1 225,00		1 225,00	1 225,00
Responsabilité sociétale			12 000,00		12 000,00			208 000,00		208 000,00	220 000,00
Développement durable								30 000,00		30 000,00	30 000,00
Actions de communication et d'animation								30 000,00		30 000,00	30 000,00
Citoyenneté			12 000,00		12 000,00			58 000,00		58 000,00	70 000,00
Mise en œuvre des projets solidaires								58 000,00		58 000,00	58 000,00
Acquisitions de matériels (CO)			12 000,00		12 000,00						12 000,00
Etudes stratégiques								120 000,00		120 000,00	120 000,00
Etudes stratégiques								120 000,00		120 000,00	120 000,00
<b>TOTAL COMPETENCES 1 A 6</b>	<b>453 691,83</b>	<b>753 813,31</b>	<b>6 554 838,24</b>	<b>-39 308 380,00</b>	<b>45 863 218,24</b>	<b>-1 094 255,44</b>	<b>-2 022,70</b>	<b>7 808 623,11</b>	<b>8 385 464,00</b>	<b>-576 840,89</b>	<b>45 286 377,35</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>453 691,83</b>	<b>753 813,31</b>	<b>27 371 851,70</b>	<b>-18 491 366,54</b>	<b>45 863 218,24</b>	<b>-1 094 255,44</b>	<b>-2 022,70</b>	<b>16 377 044,87</b>	<b>62 240 263,11</b>	<b>-45 863 218,24</b>	